

FAITS MARQUANTS

Environnement économique

- Un **risque de récession plus profonde qu'anticipé en France**, lié au Covid-19 en 2020
 - Banque de France : **recul de 6% du PIB** au 1er trim. 2020, pire contraction trimestrielle depuis 1945. La BdF confirme l'estimation INSEE d'une **contraction de 3 pts de PIB / mois** de confinement
 - Un **recul potentiel jusqu'à 10% du PIB** en 2020, si « déconfinement progressif » (idem Europe)
 - Perte d'activité dans l'ensemble de l'économie estimée à 32% lors d'une semaine type
- Plan de soutien public passe de 45 à 100 Md€, PIB prévu à -6% et déficit à -7,2% du PIB en 2020**
- Chômage partiel de 6,9 millions de salariés** en France (sur un total de 20 millions dans le privé)
- Bond de **+15% des défaillances d'entreprises** en France selon la Coface (+25% dans le monde)
- Renforcement continu de l'activisme monétaire et budgétaire** et rebond fragile des bourses
 - Accord final pour un plan de **soutien européen de 540 Md€** (entreprises et chômage partiel)
 - Adoption par le **Japon d'un plan de soutien de 1.000 Md\$,** représentant 20% du PIB
 - Plan de soutien de la **FED de 2300 Md\$** en faveur des PME et des collectivités locales
 - Assouplissement par la **BCE** des exigences de garantie envers les banques (PGE notamment)
- Pétrole : accord de réduction de l'offre (10 M b/J)** entre pays producteurs face à la chute de la demande
- 6,6 millions d'inscriptions hebdomadaires au chômage aux USA** (soit 16,7 millions en 3 semaines)

Contexte sociétal / ménages

- Le choc de la crise sanitaire est « encaissé » : l'heure n'est plus à la « sidération ».**
 - Les Français sont désormais une minorité (46%) à penser que « le pire est devant nous » *BVA*
 - La perspective de « déconfinement » devient un horizon ou a minima un objet de débat.
- Les craintes se portent sur l'emploi**, dans une France presque à l'arrêt.
 - Parmi les actifs en emploi, la moitié est en arrêt total ou partiel** (chômage partiel, maladie, garde d'enfants), 24% pratiquent le **télétravail** (cadres 57%), **29% se rendent sur leur lieu de travail.** *Odoxa*
 - Pour l'avenir, **23% ont peur de perdre leur emploi** (32% pour commerce, restauration, hébergement).
- L'ampleur des déplacements préconfinement se confirme** (retour de vacances, mise au vert, famille...).
 - Au total, en France, **1,7 millions** de personnes ont rejoint leur département de résidence. **11% des parisiens** ont quitté la capitale pour s'installer dans un autre territoire. *Insee d'après données Orange*
 - Une mobilité qui concerne surtout les jeunes (21% des 18-24 ans) et les cadres (8%). *Odoxa*
- Le confinement bouleverse le quotidien des Français** (relations familiales, télétravail, consommation, solidarité...) : des changements durables ?
 - 6 Français sur 10 considèrent qu'il leur est aujourd'hui **facile** de vivre confinés. *Harris Interactive*
 - En moyenne, **20%** des Français sont « **aidants** » (s'occupent d'une ou plusieurs personnes en dehors de leur foyer) et **22%** affirment qu'il existe un système de **solidarité entre voisins.** *Odoxa*

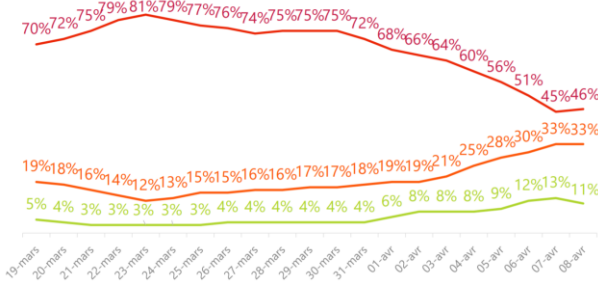
POINTS D'ALERTE

- Difficulté des Européens** à s'accorder sur le financement du plan de relance
- Etats-Unis : révision à la baisse des décès à 60.000** mais anticipation par Ben Bernanke, ex-président de la Fed, d'une **contraction de 38% du PIB au 2^{ème} trim.**
- Chute prévisible de 32% en 2020 du commerce mondial** selon l'OMC, pire qu'en 2008-2009 et rebond attendu de seulement +21% en 2021
- Coût du chômage partiel en France : 20Md€ contre 8,5 Md€ budgétés**
- Dette mondiale à 342% d'ici fin 2020**, contre 322% du PIB fin 2019 selon l'IIF
- La confiance dans le gouvernement et les médias poursuit sa chute** : seuls **33%** des Français sont confiants dans la façon dont le **gouvernement** gère la crise. *BVA*

CHIFFRES CLÉS

Q3. A propos de la situation du Coronavirus en France et de son évolution dans le mois qui vient, quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

- Le pire est devant nous
- Les choses vont rester stables
- Le pire est derrière nous



Source : baromètre BVA (08/04)

Chômage partiel (demandes)

- > 6,9 millions de salariés
- > 628 000 entreprises

Prêts garantis par l'Etat (demandes)

- > 146 000 entreprises
- > 30 Md€

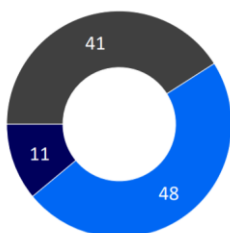
(montant moyen de 205 000 €)

FOCUS IMMOBILIER

- Une mise à l'arrêt désordonnée de la plupart des chantiers** depuis l'annonce du confinement
 - **Craintes des syndicats et des entreprises** du BTP pour la santé et la sécurité des salariés mais **volonté des autorités de maintenir cette activité** jugée essentielle pour l'économie
 - Selon l'Insee, une **perte d'activité de 88% dans la construction du fait du Covid**
 - Un Guide de préconisations de sécurité sanitaire a été validé **pour la relance des chantiers mais sa mise en œuvre opérationnelle ne sera pas immédiate** : protocoles à formaliser par avenant aux contrats de travaux fixant les consignes de sécurité, mise en application des consignes, prise en compte des surcoûts induits, estimation des délais supplémentaires, ...
 - **Redémarrage très progressif** (plutôt en mai ?) avec **des retards souvent non rattrapables** et qui vont peser sur l'activité de production en 2020...
- L'ordonnance du 25 mars prolongeant les délais de contractualisation** (pour sécuriser la chaîne de traitement des opérations immobilières) a soulevé l'inquiétude des professionnels :
 - **Ce prolongement risque de reporter des opérations jusqu'à l'été, voire d'en faciliter l'annulation**
 - Toutes les catégories de professionnels de l'immobilier et du bâtiment sont touchées **dont beaucoup d'indépendants, concernés et fragilisés via des problèmes de trésorerie** (absence de CA entre 5 et 6 mois par ex), **décalage des plannings, arrêt des projets** (promoteurs) **et des travaux nécessitant des autorisations d'urbanisme, allongement des droits de recours ...**
 - **Le Gouvernement pourrait amender l'ordonnance** sur certains points courant avril
- Mise en place le 3 avril d'un **dispositif dérogatoire (jusqu'en fin juin) pour la signature électronique à distance par un notaire** pour débloquer les ventes engagées (100.000 ventes à l'arrêt selon la FNAIM)
- Selon BVA pour Drimki, **à fin mars, 15% des sondés ont répondu avoir un projet pour les douze prochains mois, soit 2% de moins qu'en février. L'impact de la crise sur les intentions d'achat est donc sensible, mais ne traduit pas une rupture majeure des anticipations des ménages.**
- Soutien au secteur de la construction et de l'immobilier :**
 - **CDC Habitat s'engage** à soutenir l'activité par la **production de 40.000 logements dans les 12 mois**
 - Engagement pris par **Action Logement et sa filiale In'Li d'acquérir 10.000 logements intermédiaires auprès des promoteurs d'Île-de-France d'ici fin 2020**
- Un impact estimé de la **crise immédiat et massif sur les volumes** (transactions et construction), tandis que **les prix s'ajusteraient de manière décalée et plus faiblement :**
 - Dans l'ancien, **un recul des transactions en 2020 entre 25 et 35% avec des prix en recul limité à court terme** (environ -2%) puis de façon plus marquée en 2021 (-4 à -7%)
 - Dans le neuf, **les ventes baisseraient de 40%** avec un rebond limité en 2021 **avec une résilience des prix** sauf si les promoteurs sont contraints d'écouler précipitamment leur stock

RESTRICTION DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES EN TEMPS DE PAIX :
DES VEROUS QUI SAUTENT ?

Diriez-vous ?
(en %)



■ Qu'il est possible de concilier garantie des libertés individuelles et sécurité sanitaire

■ Qu'il n'est pas possible de concilier garantie des libertés individuelles et sécurité sanitaire et qu'il vaut mieux préserver la sécurité sanitaire au détriment des libertés individuelle

■ Qu'il n'est pas possible de concilier garantie des libertés individuelles et sécurité sanitaire et qu'il vaut mieux préserver les libertés au détriment de la sécurité sanitaire

Certaines pistes sont évoquées dans le cadre de la fin du confinement.
Pour chacune d'entre elles, indiquez si vous y êtes favorables ou pas ?
(en % de « favorable »)

